



La Maison Blanche organise des réunions pour discuter d'une plus grande implication en Syrie

Par [Bill Van Auken](#)

Mondialisation.ca, 15 juin 2013

wsws.org

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

La Maison Blanche d'Obama organise des réunions cette semaine pour discuter des mesures à prendre pour s'impliquer plus profondément dans la guerre qu'elle soutient pour obtenir un changement de régime en Syrie et consolider les positions faiblissantes des forces soi-disant « rebelles » qui luttent pour faire tomber le gouvernement du président Bashar el-Assad.

Obama a demandé à ses plus hauts conseillers « d'envisager toutes les options possibles qui réaliseraient nos objectifs consistant à aider l'opposition syrienne à répondre aux besoins essentiels du peuple syrien et accélérer la transition politique vers une Syrie post-Assad, » a déclaré à l'agence de presse AFP la porte-parole du Conseil sur la sécurité nationale, Bernadette Meehan.

Le ministre des Affaires étrangères John Kerry, qui devait retourner au Moyen-Orient pour des négociations avec le gouvernement israélien et l'Autorité palestinienne, a annulé ce voyage pour rester à Washington durant les discussions sur les plans de guerre en Syrie. D'après des responsables qui ont parlé sous le couvert de l'anonymat à l'Associated Press, les propositions envisageables comprennent l'armement direct des milices qui se battent pour le compte des États-Unis en Syrie. Jusqu'à présent, Washington a maintenu le prétexte de ne fournir qu'une aide humanitaire et des armes « non-létales » à ces bandes armées.

En réalité, la CIA et le Pentagone ont joué un rôle indispensable dans l'organisation de l'achat et de l'envoi d'armes en Syrie, avec les monarchies réactionnaires du Qatar, d'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis finançant le tout. L'un des principaux envois récents venait de Croatie. Washington a arrangé le transfert aux « rebelles » Syriens de 3000 tonnes d'armes venant des guerres balkaniques des années 1990, ainsi que d'autres stocks européens et l'Arabie saoudite a payé la facture.

La Grande-Bretagne et la France envisagent également d'agir plus directement pour armer les milices syriennes, après avoir réussi à revenir sur l'embargo de l'Union européenne sur ce type d'envoi d'armes au début du mois. Le ministre des Affaires étrangères britannique William Hague a annoncé que la Chambre des communes voterait sur la question avant l'envoi d'armes britanniques.

Également à l'ordre du jour des discussions à la Maison Blanche, il y a une proposition d'imposer une zone d'interdiction aérienne, méthode utilisée en Libye il y a deux ans pour déclencher une guerre de grande envergure impliquant les USA et l'OTAN pour un changement de régime. Cette proposition a été avancée avec force par le Sénateur

républicain John McCain et d'autres au Congrès, mais a suscité des mises en garde de la part de commandants militaires américains pour qui une action de ce type en Syrie impliquerait une intervention majeure de l'armée américaine.

Le déclenchement d'une telle campagne en Syrie, qui a des défenses aériennes bien plus modernes que celles qu'avait la Libye, déclencherait une campagne de bombardement intense avec des pertes civiles substantielles. De plus, alors que Washington pouvait se cacher derrière la résolution de l'ONU autorisant la zone d'interdiction aérienne en Syrie, la Russie et la Chine ont clairement dit qu'elles bloqueront toute résolution de ce type concernant la Syrie.

D'après les responsables américains cités par l'Associated Press, « Obama évolue vers un accord pour l'envoi d'armes à des unités rebelles modérées et préalablement évaluées. » L'usage de la force aérienne américaine contre les forces du gouvernement Syrien est « maintenant débattu plus sérieusement, » mais, disent les responsables, « est bien moins probable en ce moment précis . »

Ce qui anime cette évolution vers une intervention plus forte, c'est le désespoir à Washington de voir ses marionnettes en Syrie subir une série de reculs militaires. Ces forces sont dominées par des milices islamistes, dont le front Al Nusra, qui s'est officiellement affilié à Al Qaïda.

L'armée syrienne, aidée par des combattants du Hezbollah, le mouvement des milices chiites libanaises, est parvenue la semaine dernière à repousser les milices anti-Assad de la ville de Qousseir, près de la frontière libanaise, privant les « rebelles » d'une voie d'approvisionnement essentielle en armes et en combattants étrangers.

Maintenant, les forces du gouvernement syrien semblent prêtes à lancer de nouvelles offensives pour chasser les milices anti-régime d'Homs, au Nord de Qousseir, et d'Alep, deuxième plus grande ville du pays et important centre de commerce près de la frontière turque. La consolidation du contrôle du gouvernement sur Homs priverait les « rebelles » soutenus par les Américains de leur capacité à opérer au Sud du pays, et une victoire à Alep et dans les environs couperait leurs lignes d'approvisionnement en provenance de Turquie.

Les discussions à la Maison Blanche sur l'intervention en Syrie se déroulent dans le cadre d'un déploiement majeur des forces américaines à portée de frappe aérienne en Syrie. Des exercices intitulés *Eager Lion* ont commencé en Jordanie cette semaine, avec 4 500 soldats américains, troupes des Marines et marins participant aux côtés de 3 000 soldats jordaniens et de 500 soldats supplémentaires d'autres pays, dont la plupart sont membres des soi-disant « amis de la Syrie. »

Profitant de la couverture fournie par ces exercices, des missiles Patriot américains, des chasseurs F-16 et d'autres armes de pointe sont en train d'être déployés sur le territoire jordanien, juste de l'autre côté de la frontière syrienne. Alors que les exercices militaires se terminent le 20 juin, les forces américaines et les armes vont rester en place.

Le chef d'état-major jordanien, le général de division Awni el-Edwan, s'exprimant lors d'un point presse commun avec le général de division Robert Catalanotti du commandement central de l'armée américaine, a déclaré d'une manière peu convaincante, « Ces exercices n'ont rien à voir avec des développements régionaux autour de la Jordanie. » Il a éludé les questions sur le déploiement américain permanent en Jordanie, en déclarant, « Les missiles

Patriot et les chasseurs F-16 font partie de l'entraînement dans un contexte purement militaire. Les maintenir en Jordanie exige une décision politique avec laquelle nous, les militaires, n'interférons pas. »

À la suite du retournement de la situation militaire en défaveur des « rebelles » soutenus par les États-Unis, Washington et les forces qu'il soutient en Syrie ont retardé le projet d'une conférence « Genève 2 », qui était apparemment soutenu par la Russie et les États-Unis, pour négocier un accord politique à ce conflit qui dure depuis deux ans.

L'Associated Press a déclaré que « les succès militaires d'Assad semblent en grande partie vider de leur sens les tentatives de paix dans le court terme. » Le *New York Times* et d'autres sections des médias ont fait des déclarations similaires, révélant le fait que l'unique but des négociations à Washington était d'imposer un changement de régime. Selon Washington, maintenant ce n'est pas le moment pour la « paix, » mais plutôt pour une escalade de la guerre afin de changer les faits sur le terrain.

Derrière les prétentions humanitaires et les larmes de crocodile pour le « peuple syrien, » le gouvernement Obama poursuit des intérêts stratégiques et commerciaux de grande portée dans sa tentative de faire tomber le régime d'Assad, et il se prépare à tuer des dizaines, sinon des centaines, de milliers de Syriens en plus pour les atteindre.

Si Washington et les médias occidentaux ont imputé la débâcle des « rebelles » au rôle de quelques milliers de combattants du Hezbollah ou à l'aide venant de Russie et d'Iran, la réalité est que, quels que soient les griefs des Syriens contre le régime actuel, ils sont encore plus hostiles aux soi-disant rebelles et les craignent davantage.

Ces forces sont de plus en plus dominées par des islamistes, dont une grande partie sont des combattants étrangers entrés dans le pays. L'Observatoire syrien des droits de l'Homme, une organisation anti-Assad installée à Londres, a indiqué récemment que 2 219 combattants étrangers ont été tués dans cette guerre, ce qui suggère que le nombre d'étrangers combattants en Syrie doit être de l'ordre de dizaines de milliers.

L'observatoire a également indiqué ce week-end un incident à Alep qui souligne la raison pour laquelle il existe une telle haine envers ces forces qui sont acclamées par la plupart de la pseudo-gauche en occident comme des « révolutionnaires Syriens. » D'après ce rapport, des « rebelles » islamistes ont entendu un jeune de 14 ans qui vendait du café dans la rue, Mohammed Qatta, congédier un client en utilisant une expression populaire syrienne, « même si [le prophète] Mohammed revenait à la vie, je ne le ferais pas. »

Les islamistes ont accusé le gamin de blasphème, l'ont emmené et fouetté. Ils l'ont exposé devant la foule, où il y avait ses parents, et ont annoncé son « crime » et sa condamnation à mort. Puis ils l'ont abattu d'une balle dans la bouche pendant que sa mère les suppliait de la tuer elle, plutôt que son fils.

Dans un entretien vidéo affiché par le groupe d'opposition Alep Media Center, la mère de l'enfant pleurait, « Pourquoi ont-ils tué mon fils ? Nous ne sommes ni pour ni contre personne dans ce conflit. Que Dieu les punisse. »

Bill Van Auken

Article origina, [WSWS](#), paru le 11 juin 2013

Articles Par : [Bill Van Auken](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca